

Gilles Simeoni : "J'ai demandé à François de Rugy de m'écrire"

"Il n'est plus question que la Corse soit traitée de façon coloniale dans le domaine de l'énergie." La formule résume la rage froide du président du Conseil exécutif... Et les difficultés de dialogue récurrentes entre la CdC et l'État.

Le changement de cap de Nicolas Hulot au sujet la PPE, Gilles Simeoni l'a appris par une lettre datée du 27 août 2018. Sans contact antérieur. La rencontre, le 6 février dernier, avec François de Rugy ne semble pas avoir éclairci l'horizon.

Enjeux sociaux et environnementaux

"EDF estime que la future centrale du Ricanto doit produire 250 MW pour assurer la transition avec les énergies renouvelables. La CRE (ndlr : commission de régulation de l'énergie, organisme national présidé par un préfet) considère que 125 MW suffisent. J'aimerais savoir sur quoi se base la CRE puisque nous n'avons pas été destinataires de ses recommandations", note le président du Conseil exécutif. Gilles Si-



Gilles Simeoni veut du concret. / PHOTO PIERRE-ANTOINE FOURNIL

meoni fait également remarquer que les enjeux sociaux du dimensionnement de la future centrale doivent également être pris en compte.

Sur l'abandon du gazoduc au profit d'un caisson gravitaire, implanté au large d'Ajaccio, Gilles Simeoni demeure dubitatif. "On nous dit que le gazoduc coûtera 900 millions d'euros et que les problèmes techniques et fonciers seront importants. Et on nous

propose de lui substituer un équipement qui demeure expérimental, pour lequel aucune étude n'a été effectuée sur site. Nous ne sommes pas opposés au fait d'effectuer les deux études de manière parallèle. Mais nous constatons que les opérateurs nous ont annoncé des coûts plus bas pour le gazoduc et nous ne lâcherons pas la proie pour l'ombre", prévient-il. Gilles Simeoni veut du concret.

Même si les dotations annoncées peuvent sembler attractives. "L'objectif demeure le passage aux énergies renouvelables pour 2050. Mais lorsqu'on annonce 600 millions d'euros sur 5 ans pour la rénovation des bâtiments, nous savons que nous n'avons ni le foncier ni les entreprises", livre-t-il en exemple. Rappelant que pendant ces louvoisements, "le sablier s'écoule".

"Le 6 février, j'ai demandé à François de Rugy de m'écrire en détaillant les scénarii alternatifs. Pour l'heure, je n'ai pas de réponse. C'est l'un des points qui m'a conduit à ne pas rencontrer le président de la République", conclut-il.

I. L.

Ségolène Royal : "Les technocrates ont repris le pouvoir"

La programmation pluriannuelle énergétique de la Corse fait partie des réussites de Ségolène Royal au ministère de l'Écologie. À moindre titre que la COP 21 sans doute mais quand on connaît la difficulté à trouver un consensus en Corse, ce n'était pas une mince victoire.

Autant dire que l'ancienne ministre vit assez mal le déstabilisation actuel d'un projet qui avait demandé bien des efforts. "Normalement, la signature de l'État engage, quel que soit le changement de gouvernement ou de ministre", rappelle-t-elle.

Elle signale au passage que la PPE 2016-2023 avait fait l'objet de nombreuses réunions "avec les élus et les entreprises corses". "C'est un projet auquel tout le monde a travaillé, en co-construction en tenant compte des réalités locales, géographiques, économiques et sociales", insiste Ségolène Royal, invoquant le gazoduc et la future centrale du Ricanto. "Aujourd'hui, si l'État veut changer la PPE qui a été signée, c'est à lui de montrer qu'il a de meilleures solu-



Ségolène Royal s'est beaucoup investie. / PHOTO CHRISTIAN BUFFA

tions. Et pour cela, il faut ouvrir immédiatement les consultations sans arrêter celles qui sont en cours sur le gazoduc, de façon à pouvoir comparer. Mais sur de tels projets, il est déplorables de prendre prétexte de petites divisions, il faut que les gens soient unis", ré- marque-t-elle.

Rappelant à quel point elle est attachée aux "logiques partenariales, respectueuses

et pratiques avec les représentants des territoires", elle lâche : "La lettre que Nicolas Hulot a envoyée est datée de la veille de son départ. L'a-t-il vraiment lue avant de la signer ? C'est étonnant pour quelqu'un qui connaît la Corse. Au sein de ce ministère, on voit que les technocrates ont repris le pouvoir."

Soupçon de mépris

Ce soupçon en méconnaissance du terrain, ce n'est pas la première fois que Ségolène Royal l'exprime à l'encontre du président de la République et de son gouvernement. Une déconnexion encore plus importante concernant la Corse, terre éloignée, dont l'exécutif n'a que la "vision préfectorale", selon elle.

Elle y ajoute une interrogation qui sonne comme une accusation : "Se serait-on comporté de manière aussi cavalière avec un autre président de région. Avec Hervé Morin ou Xavier Bertrand par exemple ?"

Objectif zéro langue de bois atteint.

I. L.